

Moins de fonctionnaires: un débat houleux

Environ 16% des fonctionnaires fédéraux partiront à la retraite d'ici 2011. Cela signifie donc qu'un fonctionnaire sur six va bientôt prendre sa retraite. Voilà qui ouvre des perspectives alléchantes pour un gouvernement en quête d'économies.

Lors du séminaire destiné aux hauts fonctionnaires, qui s'est tenu à Blankenberge les 7 et 8 novembre derniers, un rapporteur de l'**Organisation de coopération et de développement économiques** (OCDE), a déclaré que la vague de départs à la retraite offrait une opportunité unique pour procéder à un assainissement en profondeur. D'après Elsa Pilichowski (OCDE), la Belgique compte beaucoup trop de fonctionnaires par rapport aux autres pays occidentaux et de plus, ces fonctionnaires coûtent beaucoup trop cher.

Les **organisations patronales** ont également fait entendre leur voix dans ce débat. Le baron Tony Vandeputte (administrateur délégué honoraire de la Fédération des Entreprises de Belgique) n'a pas mâché ses mots: "Oui, il y a trop de fonctionnaires en Belgique, mais la volonté politique pour remédier à ce problème fait défaut. Il y a bien sûr des fonctionnaires qui travaillent bien, mais il y a aussi des personnes dont on se demande ce qu'elles font là. L'administration belge coûte trop cher à l'État et elle n'est pas efficace."

Son homologue wallon Eric Domb (président de l'Union wallonne des Entreprises) voit deux issues à ce problème: "Tout d'abord, les personnes qui s'en vont ne pourront pas être remplacées sans bien sûr que cela nuise à la qualité du travail. Ensuite, certaines tâches pourront être confiées au secteur privé. Les entreprises privées sont par définition contraintes de fournir la meilleure qualité au prix le plus bas, sinon elles ne pourraient pas survivre dans un contexte de concurrence exacerbée."

Deux présidents de **services publics** sont passés à la contre-offensive, dans un style tantôt courtois tantôt cassant. Frank Van Massenhove (président du SPF Sécurité Sociale) lance d'emblée l'attaque: "C'est de la démagogie. Oui, nous avons trop de fonctionnaires. Lorsque je suis devenu président, j'ai constaté que nous pouvions fonctionner avec 30% d'effectif en moins. Mais ces messieurs oublient un petit peu vite qu'à la fin des années 70 et au début des années 80, le gouvernement a voulu combattre le chômage en créant des emplois dans le secteur public. Que faut-il faire de ces personnes? Les licencier? Je mets au défi les organisations patronales de prouver que ces personnes, qui sont pour la plupart faiblement scolarisées, trouveront un emploi dans le privé. Cela ne marchera pas. Nous sommes donc confrontés à un problème social."

Gabriel Perl (président du Comité de l'assurance de l'INAMI) qualifie lui aussi les critiques d'un peu faciles: "On oublie les efforts énormes qui ont déjà été faits. Les investissements consentis par exemple dans l'informatisation ont été considérables ces dernières années. Oui, cela a un prix, mais c'est un choix politique. Et l'on ne tient pas suffisamment compte de la qualité élevée que l'on obtient en échange."

Selon Frank Van Massenhove, le nombre de fonctionnaires fédéraux va de toute façon diminuer. "La plupart des départs à la retraite concernent des agents du niveau D. Avec le salaire de trois de ces agents, nous pouvons engager une personne de niveau A ou B, dont nous avons cruellement besoin. En d'autres termes: le nombre de fonctionnaires diminue et continuera à diminuer, mais sans économie à la clé."

Fédra novembre 2007